

Article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 – LOI Rothschild

Certains croient que la Loi Pompidou-Giscard-Rothschild de 1973 n'existe pas ... Elle eut existé, mais elle a été remplacée par l'article 104 du Traité de Maastricht, et ensuite par l'article 123 du Traité de Lisbonne. Avec une constante, **viser à privatiser les prêts aux Etats**. Avec un succès certain, cela a produit 240 000 milliards de dettes, et à un taux moyen de 3%, cela produit du 24 milliards par jour, et du 7 000 milliards par an. Cela crée le PNB des USA, tous les ans ! Succès remarquable !

Article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 – Loi Rothschild

« Le Trésor Public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France »

Tout a commencé par la Loi Rothschild, en France, en 1973 sous le règne de Pompidou avec Giscard aux finances. Pompidou avait l'image du valet des Rothschild. Giscard avait été auparavant secrétaire d'Etat au Trésor en 1960 avec Wilfrid Baumgartner comme Ministre des Finances, ancien Gouverneur de la Banque de France. Giscard avait eu ainsi tout loisir d'apprécier le volume d'affaires qui échappait à la banque privée. C'était l'escompte des obligations d'Etat qui passait par la Banque de France et non pas par les banques commerciales. Un vrai fromage en devenir !

A l'époque l'escompte régnait en maître et en masse sur les places financières Vous aviez en main une obligation, vous la confiez à la Banque de France qui vous remettait des liquidités et vous vous engagez à rembourser au plus tard à la date d'échéance de l'obligation. C'était « Ma Tante » pour les entreprises, banques et autres entreprises.

L'Etat n'était pas en reste. Il lançait ses propres effets sur un coin de table. Il pouvait s'engager à payer 10 millions dans 5 ans. Il présentait le billet à la BDF qui lui donnait 10 millions moins quelques sous correspondant aux intérêts. C'était pratique, rapide, et en petit comité. Il n'y avait pas d'agence de notation. Et si l'Etat n'avait pas un rond ensuite pour rembourser à échéance, la BDF passait à zéro la valeur de l'obligation dans ces comptes. Elle pouvait perdre ainsi allègrement ses 10 millions qu'elle avait généreusement prêtés à l'Etat.

Mais pour se refaire une santé financière, la BDF ne manquait pas de ressources et avait plusieurs méthodes. Elle pouvait vendre un peu d'or, elle encaissait ses 10 millions ou plus et elle avait un profit dans ses comptes, et elle avait un peu moins de stock d'or hors bilan. Le comptable était content. Il n'y avait plus tout à fait le stock d'or nécessaire pour garantir le paiement des billets, mais ce n'était pas grave. Depuis le 15/08/1971, Nixon avait rompu le lien entre le dollar et l'or. On voguait donc déjà sur une mer de papier monnaie. Mais on vivait bien.

En roue de secours, si la BDF ne voulait pas vendre de l'or, elle achetait du papier et le transformait en monnaie qui valait de l'or ! C'était les alchimistes du 20^{ème} siècle. Cela se passait à Chamalières, banlieue de Clermont-Ferrand dont le Maire était Giscard ! Il était bien placé pour sentir le fumet de l'opération. Quelles que soient les pertes de l'Etat, les comptes de tout un chacun étaient au vert ! Et on n'avait pas d'écologistes l'époque.

Evidemment, par moment, l'Etat en faisait trop. Il dépensait sans compter, et la BDF imprimait à tout va. Et l'étranger à qui on présentait un magnifique billet de 100 Francs pour acheter quelques litres de pétrole finissait par dire « stop, j'en ai déjà plein dans mon matelas ». Alors la BDF dévaluait. Il fallait 5 francs pour acheter un dollar ? on dévaluait de 10%. Pour avoir un dollar il fallait 5,5 francs. On rachetait des dollars au prix fort et on pouvait payer le pétrolier au prix fort. Mais tout le monde était content. On avait gagné tellement d'argent en construisant, en vendant, 50%, 70%, 100%, grâce au

fric de l'Etat, qu'on pouvait payer 10% de plus. C'est ce qu'Alfred Sauvy appelait le « chèque sans provision qui rend tout le monde heureux ! ». C'était le bonheur en dehors de la Finance.

Mais c'était ainsi toute une activité financière qui passait sous le nez du système financier privé. On voit l'intérêt pour le système privé d'aujourd'hui. Génération de 240 000 milliards de dettes qui tous les jours créent 1 pour 10000 de richesse supplémentaire soit 24 milliards tous les jours, un PNB américain tous les ans ! Ce fut une affaire splendide pour la finance. D'ailleurs l'emprunt Giscard lancé dans la foulée rapporta 100 milliards pour 7 milliards empruntés.

Comment cette histoire de LOI ROTHSCHILD a-t-elle pu être vendue aux politiques de l'époque. On dit toujours que c'était un package complet de la réorganisation de la BDF. On croyait que le prix de l'or allait filer avec les dévaluations. On pensait que le dollar découplé de l'or allait exploser, qu'il y aurait une inflation galopante. Je crois que c'est cet argument que Giscard a développé pour emporter le morceau. Et il gagna ses 100 milliards en indexant l'emprunt sur l'or ! Un véritable tour de force.

Ensuite c'est en 1993, avec le Traité de Maastricht^[4], qu'une interdiction de principe est énoncée, dans son article 104:

1. Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la BCE, du même traitement que les établissements privés de crédit.

Cette prise de pouvoir par le financier est triste pour une raison de base qui tient à l'ampleur du taux de marge de l'industrie, du commerce, par rapport à celui de l'activité financière. Industrie, commerce, sont des activités où l'Homme crée réellement. En Finance, il y a peu de création de valeur ajoutée réelle. Le Financier va jouer sur des masses importantes où il va appliquer un taux de marge faible (3 à 10%) . L'Homme n'y a pas sa place. Alors qu'en industrie et commerce on va travailler dans l'espoir d'avoir un taux de valeur largement supérieur à 50%.. C'est le domaine de l'Homme.

C'est cette différence qui a créé le problème. Le financier travaillant en taux de marge faible, ne peut pas accepter la moindre inflation. S'il travaille à 5% et qu'il y a une inflation de 3%, il perd 40% de son taux de marge. Alors qu'un industriel qui travaille à 70% de marge brute, résistera sans problème à un taux d'inflation de 15%.

Cette guerre fait rage depuis 40 ans. C'est une guerre qui se renouvelle dans l'Histoire de l'Humanité. Le guerrier (industriel, commerçant....) crée de la richesse, il gouverne alors. Quand la richesse est conséquente, le gestionnaire financier prend le pouvoir. Il ne crée plus, il essaye de faire fructifier. Mais il ne suit pas le changement du monde. Et il ruine les affaires. Alain Peyrefitte, a écrit un excellent livre sur ce sujet (Le Miracle du Développement, 1994 environ). A méditer.